

Des voix: D'accord.

M. McIntosh: Je ne serai pas long, monsieur l'Orateur, et je remercie mes collègues à la Chambre de leur courtoisie.

Les États-Unis ne font que se protéger contre une forme de chantage de la part de tout pays étranger persuadé qu'il possède un système mis au point et invulnérable à une force de représailles, ou contre une nation qui croirait pouvoir s'assurer la victoire en prenant l'initiative des hostilités. Les États-Unis ne font que se protéger contre le chantage. Le président lui-même l'a dit. Le système Safeguard des États-Unis vise surtout à sauvegarder la confiance des États-Unis et ses possibilités, qui sont actuellement un élément de dissuasion. C'est ce que nous voulons.

Le ministre de la Défense nationale et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures ont fait allusion à la conférence donnée vendredi dernier par le président des États-Unis. Quelques-uns des points que je voudrais effleurer ont été mentionnés par d'autres députés. C'est tout à l'avantage du Canada et des Canadiens, je crois, que le président des États-Unis ait fait une déclaration au sujet de la protection du Canada. Permettez-moi de vous citer des passages de sa déclaration, pour vous donner une idée de ce que je veux dire. Le président a dit qu'il était impossible de défendre efficacement nos villes sans un nombre inacceptable de pertes de vie. Il a également déclaré:

Le programme que je recommande se fonde sur une évaluation minutieuse de la menace de plus en plus grande des Soviétiques et des Chinois.

Plus loin il disait:

Chacun des stades du déploiement fera l'objet d'une révision: nous voulons nous assurer par là que nous faisons tout le nécessaire, mais pas plus que ne l'exige la menace actuelle.

On trouve plus loin dans la déclaration:

● (11.00 p.m.)

Comme notre déploiement doit être étroitement lié à la menace, il changera si la menace évolue par suite de négociations ou de mesures unilatérales prises par l'Union soviétique ou la Chine communiste.

Le programme n'est pas provocateur. Notre décision n'atteindra pas la capacité soviétique de représailles. Elle réduira sa capacité de lancer des attaques surprises contre nos forces stratégiques. En somme, notre programme encourage l'adoption d'une politique soviétique d'armement bien réfléchie et permet d'éviter la montée en flèche des budgets américains et soviétiques d'armes stratégiques...

En outre, je voudrais souligner que dans tous pourparlers avec l'Union soviétique, en vue de restreindre les armements, les États-Unis seront parfaitement disposés à discuter les restrictions à imposer aux systèmes d'armes défensives aussi bien qu'offensives...

Voilà pourquoi, je recommande un programme minimum indispensable à notre sécurité...

J'annonce une décision qui, je crois, est d'importance capitale pour la sécurité et la défense des États-Unis et les intérêts de la paix dans le monde entier...

C'est une protection contre toute attaque par la Chine communiste que nous pouvons prévoir d'ici dix ans.

C'est une protection accordée à notre système de dissuasion, qui est de plus en plus vulnérable, par suite des progrès accomplis en Union soviétique depuis 1967, alors que le programme *Sentinel* avait été mis sur pied.

C'est une protection aussi contre toute attaque irrationnelle ou fortuite de moindre envergure qui pourrait être lancée par l'Union soviétique...

J'ai conclu que le seul moyen de sauver des vies, le but primordial d'un système de défense, est de prévenir la guerre, et c'est pourquoi ce système vise surtout à protéger notre force de dissuasion, la meilleure prévention de la guerre.

Monsieur l'Orateur, je termine en disant que ce débat a été inutile et injurieux.

Une voix: Pourquoi y participer alors?

M. McIntosh: Ne soyons pas ingrats ou effrontés au point de critiquer celui que nous engageons pour nous défendre. Voilà la situation. Pour différentes raisons, bonnes ou mauvaises, le Canada ne peut assurer seul sa défense nous comptons sur d'autres ou un autre pays. Dans ce cas, aidons-les au lieu de leur nuire. J'espère que le premier ministre, quand il ira à Washington en fin de semaine, donnera au président Nixon l'assurance que le Canada a changé d'avis, qu'il reconnaît la nécessité du système ABM et qu'il fera tout en son pouvoir pour le rendre le plus efficace possible.

M. Ross Whicher (Bruce): Monsieur l'Orateur, je ferai sûrement plaisir à tous les députés, car j'ai l'intention d'être très bref. En premier lieu, que même si je ne suis pas entièrement d'accord avec le préopinant, je crois qu'il a frappé juste, et je le félicite d'avoir porté le problème à l'attention de la Chambre de façon que je dirais brillante.

Des voix: Bravo!

M. Whicher: Je ne tournerai pas longtemps autour de la question j'irai droit au but. Si le choix m'était donné d'être pro-Chinois, pro-Russe ou pro-Américain, je serais sûrement pro-Américain.

Des voix: Bravo!